

Énergie

une partie de ces réserves est toutefois rentable, à condition que le climat commercial soit propice.

Les membres de mon parti admettent que le bill C-19 est de nature à stimuler l'industrie. Nous admettons qu'il faudra absolument que l'on garantisse aux entreprises l'équivalent du prix mondial du brut si l'on veut qu'elles fassent les investissements audacieux que requiert l'exploitation des sables bitumineux. Il convient de féliciter les compagnies pétrolières qui, heureusement pour le Canada, ont eu l'audace de faire des projets d'avenir et des investissements considérables dans la prospection sans savoir exactement où elles allaient. C'est dans ce domaine que le gouvernement n'est pas parvenu à mettre les entreprises en confiance. Le gouvernement, et surtout le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie), méritent de sévères remontrances pour leur imprévoyance et leur incapacité à prendre les décisions qui s'imposaient pour la mise en valeur de nos ressources énergétiques. Comment pouvons-nous espérer accéder à l'autosuffisance dans ce domaine dans un climat aussi instable? Comment peut-on encourager les entreprises?

La déclaration du ministre m'a fait un peu sourire. Il a dit en effet que tous ces projets étaient sur le point d'être mis en œuvre, alors qu'il y a à peine deux ou trois jours, il a déclaré à la Chambre que le gouvernement n'avait pas encore conclu d'entente avec les compagnies chargées d'exploiter les sables bitumineux ni avec la société Shell, de sorte que ces entreprises ignoraient dans quelles conditions elles doivent construire leurs usines ni comment elles pourraient faire des prévisions d'ordre financier et économique. On l'ignore encore actuellement.

● (1652)

Tandis que le ministre s'empresse d'annoncer à grand bruit le troisième projet des sables bitumineux, sachant fort bien qu'il faut lui attribuer les retards excessifs durant les travaux de construction de cette usine. Je suis plutôt étonné qu'il n'ait pas saisi l'occasion pour nous dire aujourd'hui pourquoi il cherche à temporiser dans cette affaire. Il reconnaîtra, j'en suis certain, que l'exploitation devrait se faire plus rapidement. J'espère aussi que le ministre sera plus sérieux qu'il ne l'a été jusqu'ici, notamment parce que ses politiques ne cadrent pas avec ses paroles. Il dit à la Chambre comment il envisage cette exploitation, mais ses déclarations ne sont pas suivies d'exposés de principe ou d'engagements à long terme. Il s'ensuit qu'en 1990, nous importerons 58 p. 100 de ce dont nous aurons besoin en matière d'énergie. C'est un piètre résultat pour le ministre. Il ne peut certes se réjouir quand il parle de ses politiques—ou de leur absence—relatives à l'exploitation des sables bitumineux.

En raison des multiples retards indus dont le ministre a été la cause, la société Shell n'a pas encore entrepris la réalisation proprement dite de ce projet.

Plus au sud de Fort McMurray, près de Cold Lake, la société Imperial Oil a annoncé la mise en œuvre de son projet, qui constitue le premier projet de mise en valeur sur place de sables bitumineux. On prévoit que sa réalisation coûtera au-delà de 4 milliards de dollars et qu'elle nécessitera le recours à de nouvelles techniques de production que cette société expérimente depuis près de 14 ans. Elle a d'ailleurs pris soin de le signaler dans sa réclame télévisée. J'estime que cette réclame a eu de grandes répercussions, car c'est grâce à elle si les Canadiens se sont rendu compte que malgré le manque d'inté-

rêt du gouvernement actuel et les circonstances défavorables, les sociétés pétrolières n'en ont pas moins persévéré dans leurs projets en espérant qu'un jour il y aurait changement de gouvernement. Dans le cas contraire, peut-être pourrait-on au moins nommer un ministre qui serait davantage disposé à assumer ses responsabilités quant à la politique à long terme de mise en valeur des sables bitumineux.

Je peux dire que les industriels n'avaient aucune raison de croire à l'efficacité de la politique du gouvernement actuel. Il en résulte qu'ils ne sont pas sûrs que les progrès qu'ils souhaitent vont se réaliser.

Le projet de la Imperial, celui de la Shell et certains autres projets entraîneront la création de nouveaux emplois et stimuleront l'industrie canadienne. Toutes les parties du pays tireront profit des retombées de cet essor industriel, ce qui, à long terme, stimulera l'économie en général. Tous s'accordent à dire que nous avons un besoin urgent de cette relance. Je reconnais que ces projets sont soumis à des échéanciers très longs et qu'ils ne porteront pas fruit avant le début de la prochaine décennie. C'est cet esprit d'aventure qui manque à notre pays et nous devrions le promouvoir chaque jour. Le gouvernement actuel refuse depuis trop longtemps à l'industrie canadienne le climat de stabilité commerciale et de confiance qui serait propice à son expansion.

Le bill C-19 même a pris bien du temps à venir. J'ai trouvé amusant de voir aujourd'hui le ministre dire sans rire à quel point il était impatient de voir adopter le bill. J'aimerais savoir combien de temps le bill est demeuré en gestation. Plus longtemps, je parie, que la période de gestation d'un éléphant, ce qui est bien long. Voilà tout soudainement qu'il est très pressé de le faire adopter. Je ne veux pas dire, monsieur l'Orateur, que nous ne sommes pas d'accord pour l'adopter en vitesse, mais je soutiens que s'il avait agité avec un peu plus de prévoyance il y a longtemps, le bill aurait maintenant déjà force de loi.

Voilà donc que la Chambre en est finalement saisie. Il faut l'étudier avant de l'adopter, et il ne reste maintenant plus que deux ou trois mois avant que l'entreprise Syncrude n'entre en production. Le bill aurait dû avoir force de loi avant même qu'on n'en commence la construction. Voilà qui démontre bien la nonchalance du ministre et le manque de stimulant que cette nonchalance a produit en ce qui concerne les autres projets.

Nous sommes en mesure au Canada d'assurer notre indépendance énergétique ce qui nous rendra autonomes. Nous pouvons également produire la richesse nationale dont nous avons besoin en encourageant les exportations des excédents énergétiques au fur et à mesure que nous les produisons. L'industrie pétrolière a démontré plus d'une fois qu'elle avait l'esprit d'initiative et le dynamisme qu'il fallait pour exploiter nos ressources pétrolières. Mais elle doit pouvoir compter sur un gouvernement national qui applique une politique stable susceptible d'encourager les investissements à long terme et la planification qui s'impose. Il est de notoriété publique qu'une politique économique stable est nécessaire pour mettre en œuvre des projets de cette envergure.

L'industrie doit être sûre que ses efforts seront récompensés et non pas contrecarrés par des querelles de compétence entre les divers échelons de gouvernement comme celles où s'est